



L'armée tunisienne déployée après l'attentat terroriste qui a fait 23 morts

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 23 mars 2015

[WSWS.org](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#), [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Le gouvernement du président Beïj Caïd Essebsi a déployé l'armée dans les rues de la Tunisie à la suite d'une attaque terroriste de mercredi dans le centre de Tunis qui a coûté la vie à 23 personnes, dont au moins 20 touristes étrangers.

Le groupe État islamique en Irak et au Levant (ISIL ou État islamique) a revendiqué l'attaque qui a été réalisée par deux hommes armés vêtus d'uniformes militaires. Elle a eu lieu au Musée national du Bardo, qui est à proximité du parlement du pays dans un quartier chic entouré de postes de police et de casernes militaires.

Les cibles principales de l'attaque étaient des touristes en croisière qui s'étaient rendus au musée situé dans un palais du 19^e siècle qui abrite l'une des plus grandes collections de mosaïques romaines au monde. Les hommes armés ont tiré sur les gens qui descendaient d'un bus, puis ont pourchassé un certain nombre de touristes dans le musée pour les tenir en otages en continuant de tirer, avant que les deux hommes armés et les touristes soient tués par les forces de sécurité.

Des manifestations ont pris place spontanément pour s'opposer à l'acte terroriste à la fois sur le site du musée et sur l'artère principale de la capitale tunisienne, l'avenue Habib Bourguiba.

Jusqu'à présent, les actions armées des groupes islamistes en Tunisie avaient été dirigées contre l'armée et les forces de sécurité, en particulier dans la zone ouest de Kasserine, près de la frontière algérienne, où le groupe Katibat Uqba Ibn Nafaa mène une insurrection depuis 2012.

La réaction du gouvernement à l'attaque à Tunis a été de resserrer son étau répressif. Le bureau du président Essebsi a publié une déclaration jeudi qui disait: «Après une réunion avec les forces armées, le président a décidé que la sécurité des grandes villes allait être assurée par l'armée.»

Le premier ministre tunisien Habib Essid, parlant à la télévision mercredi soir, a déclaré, «Je veux que le peuple tunisien comprenne que nous sommes dans une guerre contre le terrorisme et que ces minorités sauvages ne nous font pas peur.»

Jeudi, Essid a identifié les deux hommes comme étant Yassine Abidi et Hatem Khachnaoui, deux ressortissants tunisiens. Il a ajouté que Abidi avait été «connu des services de

sécurité» et avait été «sous surveillance» avant l'attaque.

Le père de Khachnaoui a dit au site web de nouvelles alchourouk.com que son fils avait disparu il y a environ trois mois, mais avait pris contact récemment à partir d'un téléphone cellulaire avec un numéro irakien.

La Tunisie a envoyé le plus grand nombre de soi-disant combattants étrangers dans les rangs de l'ÉI et d'autres groupes islamistes combattant en Syrie et maintenant en Irak. Leur nombre est estimé entre 2000 et 4000, et on estime qu'au moins 500 d'entre eux sont rentrés depuis en Tunisie.

Des Tunisiens ont également traversé la frontière en Libye voisine pour y rejoindre les milices islamistes. Nombreux sont ceux qui ont spéculé que l'attaque de mercredi a été réalisée pour venger la mort quelques jours avant d'Ahmed Al-Rouissi, un Tunisien qui avait dirigé un groupe de combattants de l'ÉI en Libye. Il a été tué dans des affrontements près de la ville de Syrte où l'ÉI a affronté une milice islamiste libyenne rivale basée à Misrata.

Al-Rouissi avait également été un dirigeant d'Ansar al Charia, une organisation islamiste tunisienne. Avant de rejoindre l'ÉI, il a été soupçonné d'être responsable d'une série d'attentats en Tunisie ainsi que les assassinats en 2013 de deux politiciens nationalistes laïques, Chokri Belaid et Mohamed Brahmi.

En dernière analyse, l'atrocité à Tunis était le résultat de la contagion des catastrophes créées par les guerres américaines en Irak et en Libye et de la guerre par procuration que Washington mène en Syrie, en soutenant des milices islamistes dans une tentative de renverser le gouvernement du président Bachar al-Assad.

Associées à ces pressions extérieures sont les crises politiques et économiques continues que connaît la société tunisienne. Plus de quatre ans après les bouleversements révolutionnaires de masse qui ont renversé la dictature soutenue par l'Occident de Zine El Abidine Ben Ali, aucune des aspirations pour l'emploi, les droits démocratiques et l'égalité sociale qui ont amené la classe ouvrière tunisienne - la force principale dans la révolution - à se battre, n'a été réalisée.

Au moins 20 pour cent de la population active - et plus de 40 pour cent des jeunes travailleurs - sont au chômage. Au cours des dernières années, le taux d'inflation est resté entre 5 et 6 pour cent, tandis que les salaires ont stagné, conduisant à une baisse brutale du niveau de vie.

Un sondage Pew mené l'an dernier a révélé que 88 pour cent des Tunisiens considéraient que la situation économique était mauvaise, 70 pour cent étaient insatisfaits de la vie politique de leur pays et 77 pour cent croient que ceux au sommet de l'échelle des revenus exerçaient trop de pouvoir.

L'attaque terroriste devrait approfondir la crise économique en portant un coup au tourisme qui représente 7 pour cent du PIB du pays et emploie 12 pour cent de sa main-d'œuvre. Le tourisme était déjà en recul depuis 2010. Au lendemain de l'attaque de mercredi, les grandes compagnies de croisière et les organisateurs de voyages ont annoncé que la Tunisie ne serait plus une destination.

Les gouvernements occidentaux et les groupes de réflexion avaient salué la Tunisie comme un «exemple de réussite» du fameux Printemps arabe sur les motifs qu'elle n'a pas été

soumise au genre de sociocide infligé à la Libye et la Syrie dans les guerres de Washington pour un changement de régime, ou n'a subi le type d'arrestations massives et les meurtres qui ont eu lieu en Égypte sous la dictature soutenue par les États-Unis de l'ancien commandant de l'armée Abdel-Fattah al Sissi.

Bien qu'en décembre dernier la Tunisie ait tenu sa première élection présidentielle directe, ainsi ait adopté l'année dernière une nouvelle constitution qui garantit supposément les droits démocratiques fondamentaux, le pays vit toujours sous l'ombre de l'ancienne dictature de Ben Ali. Ce sont ses collaborateurs et alliés, y compris le président Essebsi, qui détiennent le pouvoir aujourd'hui en alliance avec un regroupement d'ex-staliniens, de bureaucrates syndicaux et contre-révolutionnaires bourgeois.

Dans les semaines qui ont précédé l'attentat terroriste perpétré mercredi, un tribunal militaire a condamné un blogueur et ancien militant dans le soulèvement 2011, Yassine Ayari, à six mois de prison. Il est accusé d'avoir diffamé l'armée en exposant la corruption financière parmi les officiers militaires et les fonctionnaires du ministère de la Défense .

Plus récemment, le gouvernement a ordonné l'arrestation du populaire humoriste Migalo, dont le vrai nom est Wassim Lahrissi, et l'animateur de télévision Moez Ben Gharbia sur des accusations d'avoir «offensé le président». Ils sont détenus sans caution jusqu'au 25 mars quand ils seront traduits en justice.

L'attaque terroriste donne au gouvernement Essebsi le prétexte pour adopter – au nom de la lutte contre le terrorisme – les pouvoirs d'État policier qui vont inévitablement être utilisés pour réprimer l'opposition au sein des travailleurs à ses politiques procapitalistes réactionnaires.

Bill Van Auken

Article original, [WSWS](#), publié le 20 mars 2015

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Bill Van Auken](#), [wsws.org](#), 2015

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca